

Hans-Ulrich Jost

SPECTRES, UTOPISTES ET PATRIOTES¹

Karl Marx ne songeait sans doute pas en premier lieu à la Suisse quand il ouvrit, en décembre 1847, son "Manifeste communiste" par ces mots: «Un spectre hante l'Europe: le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe se sont unies en une Sainte-Alliance pour traquer ce spectre: le pape et le tsar. Metternich et Guizot, les radicaux de France et les policiers d'Allemagne.»

Mais il aurait pu sans autre ajouter: «Jusqu'au Vénérable Conseil de l'Etat de Zurich représenté par Monsieur le Conseiller Prof. Dr Johann Caspar Bluntschli.»

Ce spectre du communisme n'était d'ailleurs pas nouveau. L'"Eidgenössische Zeitung" écrivait déjà en 1845: «De nos jours, le communisme n'est encore qu'un spectre...». Zurich et Bluntschli nous offrent justement l'un des premiers exemples des réactions de la Suisse bourgeoise aux idées du socialisme militant. L'affaire Bluntschli-Weitling ouvrira donc cet article, qui est un essai de relire l'histoire du socialisme suisse à rebrousse-poil: on n'y trouvera ni la marche triomphante, ni le chemin de croix que les camarades, joyeux ou compatissants, se mettent à chanter en chœur pour le centenaire du Parti socialiste suisse — mais un recueil de cette histoire bourgeoise qui, 150 ans durant, s'est appliquée à nous protéger des séductions de la gauche.

Le proto-socialisme

Le 8 juin 1843, Johann Caspar Bluntschli, l'étoile du libéralisme zurichois de l'époque, fait arrêter en catimini le compagnon tailleur allemand Wilhelm Weitling. Weitling était l'un de ces partisans disséminés du socialisme utopique dont les discours inquiétaient les autorités de quelques capitales d'Europe. Il n'y était encore pas question de marxisme mais d'un mélange de patriotisme démocratique, de socialisme messianique et de solides critiques sociales qui — non sans raisons compte tenu de la misère massive de ce temps — s'en prenaient avant tout aux classes possédantes.

Bluntschli se mit à son tour à étudier scrupuleusement les thèses de Weitling pour en concocter un imposant acte d'accusation — l'un des premiers exposés compréhensibles des idées de Weitling, dont les écrits étaient d'ordinaire tout sauf clairs. On doit aussi à Bluntschli d'avoir contribué à diffuser les idées de Weitling sans doute mieux que celui-ci n'était en mesure de le faire.

Mais le texte de Bluntschli développe aussi les idées majeures de la critique libérale qui, désormais et jusqu'à nos jours, vont définir les zones taboues que la Suisse bourgeoise dresse face à toute théorie socialiste quelle qu'elle soit. Voici ce qu'écrivit Bluntschli de Weitling: «Il déclare la guerre à vie et à mort à la propriété, car la propriété reproduit l'inégalité et empêche que tous aient la même possibilité d'accéder aux mêmes jouissances (...) Une simple réforme politique et même une révolution politique lui paraissent insuffisantes, une stupidité débile. Il'en veut davantage et exige une égalité de droit non seulement politique mais surtout économique. Toute inégalité doit disparaître.»

¹ Article paru in: LA BRECHE, N°414 & 415, septembre et octobre 1988 (traduction de Michel Thévenaz).

L'intangibilité de la propriété, incarnée de nos jours par ce secret bancaire qui est presque un sanctuaire national, restera toujours le noyau dur de toute la critique antisocialiste. Mais l'idée de corriger les inégalités économiques par des mesures politiques — le problème de la répartition de richesses mondiales — jouera aussi un rôle central dans le débat avec le socialisme. Nous n'en sommes, sous cet angle, guère plus loin que Bluntschli et la Suisse bourgeoise a su rester, au moins dans ce domaine, immaculée.

L'attaque de Bluntschli ouvre par ailleurs un long catalogue de mesures répressives contre toute variété de socialisme. Les radicaux qui détrônent Bluntschli dès 1845 instaurent à leur tour, dès l'année suivante, une «Commission sur les communistes». Mais la "Neue Zürcher Zeitung" préconisait déjà un moyen plus efficace de combattre la gauche: «Les propriétaires de fabriques, d'ateliers ou de tout grand commerce peuvent apporter une aide non négligeable en menaçant les employés de licenciement s'ils se commettent avec des communistes.»

Propriété... en danger

Une chose était claire: la propriété était menacée. Même des politiciens bourgeois plutôt ouverts au mouvement ouvrier, le conseiller fédéral vaudois Ruchonnet par exemple, n'admettent en la matière aucun écart. Le programme socialiste, explique-t-il dans un discours de 1871, touche «aux fondements des institutions qui, à nos yeux, sont liées à l'existence même de l'humanité. Il s'en prend non seulement à la propriété, mais encore à la famille et à la patrie.» Et il ajoute avant de conclure: «Sans propriété, il n'y a ni travail, ni fortune et donc aucun bien-être possible pour tous. Sans famille ni patrie, il n'y a ni sens du sacrifice, ni bonheur...»

Ruchonnet, on le voit, associe l'idée de «propriété» à la famille et à la patrie. Le dogme classique de l'idéologie libérale, qui fixe la frontière de l'hérésie socialiste, est clairement réaffirmé.

Dans d'autres domaines, cette frontière entre le libéralisme radical et le socialisme naissant n'était souvent pas aussi claire que ne semblent l'indiquer ces citations. Henri Druey, prédécesseur de Ruchonnet au Conseil fédéral et radical vaudois comme lui, proposa lors de la révision de la Constitution vaudoise d'introduire un article sur le «droit au travail». Le Parti socialiste suisse, à peine fondé, allait reprendre exactement la même idée 50 ans plus tard en lançant, en 1891, sa première initiative. Mais les successeurs radicaux de Druey réagirent au vitriol à cette proposition de politique sociale radicale. La "Neue Zürcher Zeitung" en première ligne: «La question que les socialistes, avec leur «droit au travail», ont l'audace de poser aux partis bourgeois n'est autre que celle-ci: Etat socialiste ou Etat bourgeois, eux ou nous!» Elle ajoutait, à l'intention des électeurs: «Que tous ceux qui ont à coeur d'administrer une bonne saignée à l'effronterie socialiste aillent voter dimanche. Ceci est nécessaire car jamais initiative plus folle et frivole n'a été proposée.»

Les agités du spectre

Ce rapprochement occasionnel entre radicaux et socialisme naissant n'a guère eu d'incidences sur l'évolution future. Au contraire: le «spectre du communisme» a toujours été copieusement agité par les cercles bourgeois qui s'estimaient les vaillants protecteurs de la propriété, de la famille et de la patrie. Leurs cris ont toujours servi de signal d'alarme aux

libéraux trop tentés par des idées politiques sociale. Jeremias Gotthelf — dont le conseiller fédéral Etter affirmait en 1938 qu'il suffisait à lui seul à représenter l'esprit si particulier de la Suisse — en donne le ton avec force dans son roman "Les pérégrinations du compagnon Jacob en Suisse". Faisant dans la simplicité, il n'entre guère, contrairement à Bluntschli, dans le débat sur les idées socialistes. Il préfère stigmatiser une arme polémique plus efficace qui sera bientôt reprise par la majorité de la presse bourgeoise. Voici ce que dit le Jacob de Gotthelf des démons socialistes:

«... des gaillards bizarrement attifés, une fois les cheveux tirés en arrière, plus tard en boucles grasses sur le front, une fois avec un col-guillotine dont les pointes leur montent jusqu'aux oreilles, plus tard la face barbu comme une brosse en soie de porc (*Schweinsborsten*).»

« Ils m'attiraient », dit Jacob, « ils m'élevaient jusqu'à eux, ils me disaient qu'ils n'avaient pas honte de moi, eux qui étaient savants et écrivaient dans des journaux, ou étaient correspondants dans d'illustres revues. Ils me reconnaissaient comme leur frère, parce que j'avais l'esprit d'un ouvrier-artisan, et que cet esprit nous rendait tous égaux.»

Gotthelf peint ici une caricature classique, récemment revenue en vogue dans les commentaires bourgeois: l'intellectuel de gauche machiavélique tente de corrompre le brave ouvrier. Ce type «d'analyse» traverse comme une litanie la presse bourgeoise jusqu'à nos jours. Un courant «idéologique et révolutionnaire» de la nouvelle gauche intellectuelle, écrit la "Neue Zürcher Zeitung", se serait introduit dans le parti, menaçant le «travailleur moderne» de perdre ce qui est à lui.

Mais revenons à Gotthelf. Lui aussi cloue soigneusement au pilori ces «communistes, socialistes, fouriéristes et autres athéistes» qui n'auraient d'autres visées que la propriété d'autrui. A titre de comparaison, il est intéressant de voir Bluntschli décrire au moins plus objectivement les contraintes économiques de la société et présenter en conclusion les objectifs des premiers socialistes:

«Et qu'est-ce qui remplacera cette infâme destruction de tout ce qui existe? Une communauté de travailleurs sans Etat, sans Eglise, sans fortune individuelle, sans différences de rang, sans nationalité, sans patrie. Une communauté où chacun sera tenu de travailler autant que les autres et aura droit aux mêmes jouissances. Il appelle cette coexistence naturelle et inorganique des hommes une harmonie et pense ainsi avoir trouvé le moyen de résoudre les méfaits sociaux qui existent dans ce monde, même s'ils n'atteignent pas la proportion qu'il leur donne. Tout cet édifice reste cependant purement économique.»

Le berceau d'une naissance

Cet «édifice purement économique» restera justement, bien que souvent de manière cachée, le problème dominant de la politique bourgeoise de cette époque. La Suisse était alors déjà l'un des pays industriels les plus développés. Sa structure industrielle particulière — travail à domicile dans les campagnes, multitude de petites entreprises — entravait, dans un premier temps, la formation d'agglomérations prolétariennes. Escher-Wyss l'une des plus grandes entreprises de ce temps n'employait que 700 ouvriers, Sulzer 300 à Winterthur.

Un seul obstacle freinait, comme on le sait, cette économie dynamique: le système politique fragmenté de l'ancienne Suisse. Il a fallu des corps de francs-tireurs — bandes armées incontestablement illégales — et une guerre civile pour imposer définitivement les intérêts du capital et de l'industrie. C'est ce qui s'est passé en 1848 avec la création de l'Etat fédéral. Il

accorda certes à la population masculine les droits politiques fondamentaux — mais son système politique n'en servait pas moins avant tout les barons de l'industrie. C'est dans ce cadre que s'est organisé le mouvement ouvrier, malgré la réaction peu tendre des autorités bourgeoises déjà évoquée. Il était très fragmenté, comme le sont les traditions politiques en Suisse, sans idéologie fixe et restait en pratique à l'ombre du radicalisme dominant. Mais sa manière pertinente et insistante de mettre en question le côté économique des idéaux égalitaires bourgeois mettait sans cesse en évidence les traits de classe typiques de la politique helvétique. Ce discours — bien qu'on ne puisse parler de marxisme — devenait une poudrière politique dans les conditions de misère que vivaient les ouvriers de fabrique.

Ainsi pourrait-on décrire le cadre initial dans lequel la timide politique sociale fédérale a vu le jour. Elle ne reposait guère sur des principes socialistes clairs, mais elle a provoqué de véhémentes réactions des milieux industriels, devenus dominants dans la politique helvétique. L'élaboration de la première loi fédérale sur les fabriques — entreprise en 1874 dans le programme de révision de la Constitution pour gagner les voix ouvrières —, suscite une pétition d'un groupe d'industriels contre cette loi, qui prévoyait la journée de onze heures. Leurs arguments puisent à l'autre tradition de l'antisocialisme bourgeois. Voici un extrait de leur texte:

«On en arrive à de telles anomalies à force de quitter la terre ferme du droit pour s'engoncer dans le marais de prétentions humanitaires mal comprises (...) La vie humaine, en effet, ne consiste pas à se gaver de discours humanitaires, mais à lutter durement pour l'existence.»

La fondation

Après bien des essais infructueux, le Parti socialiste suisse est fondé en 1888. Il ne s'agit pas — quelques livres d'histoire scolaires le relèvent même à l'occasion — d'un parti ouvrier purement socialiste, encore moins marxiste. Il est d'ailleurs si insignifiant, politiquement comme par ses effectifs, qu'on ne relève presque pas sa création. La presse de l'époque était bien plus préoccupée par la question, autrement plus importante pour la politique suisse, de l'édification de l'armée.

Seule la "Neue Zürcher Zeitung" s'offusque que la social-démocratie qui prend à peine son vol considère cette question si actuelle de l'armée comme «sans intérêt pour les travailleurs».

Elle lève aussitôt son doigt magistral:

«Le Parti socialiste suisse porté dimanche dernier sur les fonds baptismaux n'aurait pas pu émettre plus beau cri de nourrisson pour annoncer son entrée dans la vie. La centralisation doit accroître la capacité de défense de notre peuple, augmenter sa force de frappe et offrir de meilleures garanties pour assurer l'indépendance de notre patrie — mais tout cela est «sans importance» pour le nouveau Parti socialiste suisse. De quel droit se dit-il encore suisse?»

Cette remarque, faite encore en passant, annonce une nouvelle zone taboue que va dresser la bourgeoisie pour limiter l'espace politique des socialistes.

Pas de coups... de pouce

En politique concrète, on signifie d'ailleurs sans ambages au nouveau parti que le pain, s'il y en a, est dur pour qui s'oppose à la bourgeoisie. L'installation d'un Procureur fédéral

permanent en 1889 met en scène le gardien qui va surveiller le jeune Parti socialiste. Pour la première fois, l'impuissance politique de l'opposition de gauche apparaît. Le référendum lancé par le Parti socialiste contre ce policier fédéral n'aboutit pas. Quatre ans plus tard, le parti lance, toujours sans succès, son initiative pour le «droit au travail».

Ces premiers pas politiques sont souvent accueillis des commentaires antisocialistes les plus cyniques. Le conservateur bernois Ulrich Dürrenmat, député au Grand conseil et ancêtre de l'écrivain, tonne par exemple: «Ce n'est pas le moment de donner encore un coup de pouce constitutionnel à la théorie socialiste qui dit que la propriété c'est le vol.»

Le bienséant journal gouvernemental des radicaux, "Der Bund" de Berne, adresse aux socialistes, sans se gêner pour mettre la réalité cul par dessus tête, une claire leçon: «Nous formons une démocratie, et dans une démocratie il ne peut y avoir de social-démocratie, d'Etat de classe.»

On reprend enfin ici ou là le style de Gotthelf pour stigmatiser le jeune parti. La réussite est particulièrement assurée lorsque des tensions sociales explosent en conflits et permettent, d'un air altier, de faire endosser les heurts aux socialistes qui sont aux côtés des couches défavorisées. Le "Bund" écrit par exemple à l'intention du Parti socialiste en parlant des heurts du Käfigturm à Berne: «Le peuple a exprimé avec force qu'il ne veut pas de l'agitation «avancée», d'une société d'attentats et de terroristes, car il n'y a pas place pour eux dans un Etat de droits populaires.»

Le conseiller national Scherrer-Füllemann a trouvé les mots frappants de cette attitude bourgeoise envers le socialisme: «Les socialistes arrivent!, dit-on. On avait jadis, pour les cas graves, les bêtes noires du troupeau (schwarze Spezies im Gütterli). Il semble que le moment soit venu d'avoir les bêtes rouges du troupeau (eine rote Spezies) pour repousser ce qu'on veut repousser.»

Certains comprennent, rares

Tous les bourgeois, évidemment, ne voyaient de loin pas le seul «spectre rouge» et quelques-uns étaient prêts à saisir la dimension réelle du socialisme en Suisse. Le conseiller fédéral Numa Droz écrit par exemple:

«Les socialistes suisses — nous avons aussi quelques gens de ce genre chez nous — ont horreur du nihilisme. Ils ne propagent pas davantage les moyens violents. Ils veulent, en général, développer nos institutions avec les mêmes moyens constitutionnels et légaux dont usent les autres partis politiques.»

Mais de telles accents d'harmonie restent rares et de courte durée. Une nouvelle croissance économique marque les années 90 et permet surtout au capital financier et à la grande industrie de s'imposer. Les radicaux à leur tour constituent formellement leur parti où le centre «capitaliste» parvient à dominer l'aile radicale-démocratique. Le front bourgeois se durcit. Les luttes de classes qui vont exploser étaient donc programmées d'avance. En cette fin de 19e siècle, le spectre restait ainsi plus vivant que jamais.

LUTTES DE CLASSE ET CONTRE-REVOLUTION

Le 10 décembre 1918, à peine un mois après la grève générale — la crise politique la plus grave de la Suisse moderne depuis 1847 —, le conservateur catholique fribourgeois Jean-Marie Musy déclare au Conseil national:

«L'oeuvre de destruction révolutionnaire en Suisse était minutieusement préparée, planifiée et organisée. L'extension des idées anarchistes a été poussée à un degré supérieur dès 1914. Le travail de propagande socialiste en général, notamment la presse socialiste, s'est renforcé dans le but de miner notre amour de la patrie. Elle s'est en outre efforcée par tous les moyens d'étouffer la flamme des vérités chrétiennes dont seule la lumière peut nous sortir du chaos où nous nous débattons. Le dilemme est clairement sous nos yeux. Nous devons choisir l'une ou l'autre solution. Ayons enfin le courage de regarder fermement la vérité en face. S'entêter à poursuivre une politique sociale qui n'est qu'un amalgame d'opportunisme et de lâche faiblesse serait une folie impardonnable. Nous devons enfin choisir entre les formules révolutionnaires et l'enseignement du christianisme, autrement dit entre le Christ ou Lénine.»

Le spectre du "Manifeste communiste" hante à nouveau le paysage helvétique. Bluntschli a trouvé de dignes successeurs. Musy en est un particulièrement significatif puisqu'il occupe, dès 1919, le second siège catholique conservateur du Conseil fédéral et peut ainsi marquer de son sceau le bloc bourgeois radical-conservateur. Représentant des banques et du capital, implacable dévoreur de socialistes, Musy cherchera finalement, dans les années trente, un nouveau salut dans les mouvements d'extrême droite.

La contre-révolution préventive

Il entre en scène au faîte d'une croissance économique dynamique, bien que ponctuée de crises, initiée dès la fin du siècle et qui précède la Première Guerre mondiale. C'est de cette époque que date aussi la réelle entrée en scène politique du monde du travail socialiste. En quelques années, le Parti socialiste quadruple ses effectifs et dispose finalement, en 1911, d'une fraction de 17 membres au Conseil national. Il est fortement appuyé par l'Union syndicale suisse, fondée en 1880. Dès 1902, leur présentation commune aux élections nationales devient usuelle. Une chance existait donc, à la veille de la Première Guerre mondiale, qu'un fort mouvement socialiste marque durablement la Suisse du 20^e siècle. Cette «chance» est toutefois perçue, par bien des bourgeois, comme un danger mortel qu'il faut écarter par tous les moyens. Un tel climat spirituel a lentement permis à l'idée d'une «contre-révolution» préventive de s'incruster. L'un des grands protagonistes de cette cause est l'aristocrate fribourgeois Gonzague de Reynold, collègue de parti de Musy. On le rencontre, peu avant la guerre, dans différents cercles politico-culturels genevois où macère une nouvelle philosophie de droite, issue de Maurras ou Barrès mêlée de patriotisme helvétique. Ces cercles discutent ouvertement d'un «programme contre-révolutionnaire» qui devrait rénover la Suisse. De Reynold, co-fondateur de la Nouvelle Société Helvétique, sera chargé pendant la guerre par le général Wille de diriger un bureau des discours, une sorte de service de propagande idéologique de l'Etat-major général de l'armée suisse. Ainsi se regroupent lentement les forces qui, sous la bannière d'un patriotisme militariste, vont se mobiliser pour la lutte finale contre le socialisme.

1914: confrontation décisive?

La Première Guerre mondiale constitue le terrain idéal pour préparer la confrontation décisive. La misère économique des travailleurs, le strict régime des pleins pouvoirs du Conseil fédéral et les empiétements militaristes de l'armée dans la politique intérieure provoquent une radicalisation du Parti socialiste. L'Etat-major en tire prétexte pour prendre en main le plan minutieux d'une intervention militaire contre les socialistes supposés révolutionnaires. Peu avant la grève générale, Wille qui cherche manifestement le conflit, déclare au Conseil fédéral:

«Ma proposition de lever la troupe comme règle préventive contre l'explosion d'une grève générale et d'une révolution était pour moi la conclusion directe des instructions élaborées par l'Etat-major général en accord avec Votre Département militaire pour l'organisation de la contre-révolution...»

Que cette tactique ait eu l'aval satisfait d'une partie de la bourgeoisie industrielle est confirmé, "a posteriori", par le "Journal des Associations patronales" de 1919, qui plaide pour un fort engagement militaire à l'intérieur en soulignant «que nous avons à Zurich une populace démesurée de grande ville qu'on ne peut tenir en bride qu'avec des mitrailleuses et des grenades.»

On ne peut revenir ici sur les interprétations contradictoires de la grève générale. Il faut toutefois souligner clairement que la bourgeoisie de droite l'a comprise comme une contre-révolution réussie. L'opinion largement répandue que cette intervention brutale était légitimée par le comportement illégal et irresponsable des travailleurs nécessiterait un autre et long débat sur la légitimité des grève dans le combat politique. Mais une chose peut être affirmée avec certitude: les leviers de pouvoir extra-parlementaires des grandes associations économiques, qui avaient à cette époque fortement progressé dans l'usurpation de l'autorité publique, dépassent de loin les possibilités de la tactique de grève de la gauche.

Marxisme verbal... et bons conseils

La grève générale de 1918 sera désormais érigée, sans restrictions et pour des décennies, en péché capital des socialistes suisses. Le parti de son côté se retire, battu, dans un ghetto de marxisme verbal. Certes, il se sépare de son aile radicale de gauche, qui fonde le Parti communiste en 1921, mais se dote en même temps d'un programme au vocabulaire marxiste qui ne correspond en rien à sa politique réelle réformiste. Certains observateurs bourgeois comme Hans Zopfi en tirent ce constat objectif:

«Ces mots ne sont aujourd'hui même plus des mots d'ordre, ils sont devenus des phrases creuses dont, nous le répétons, plus personne n'a peur. La révolution a créé pour quelques semaines l'effroi de bourgeois, mais il est passé et ne reviendra plus. Il suffit aux bourgeois de considérer, du seul point de vue physique, le partage du pouvoir dans et hors du pays pour être rassuré. Des manifestations ne changent rien aux réalités, la lutte de classe est et reste une trahison de l'Etat et du peuple, oeuvrer dignement et réalistement aux nécessités de cet Etat et de ce peuple, telles qu'elles se posent, reste toujours notre devoir.»

Tel un moulin à prière tibétain, ce genre de leçons va désormais servir à démonter les thèses trompeuses du socialisme. Pour éviter de fatiguer le lecteur par ces litanies, on n'en citera que des extraits. «Nous n'avons notamment — estime le "Bund" en 1933 — pas totalement oublié les leçons dont nos camarades dirigeants nous ont, comme au monde entier, rabâché les

oreilles. Le marxisme doit faire de la démocratie un diable!» Et plus loin: «La social-démocratie suisse s'est lourdement trompée, à n'en pas douter. Sa voie est sans issue.» On n'épargne pas les bons conseils qui appellent à un revirement fondamental et on met en garde:

«Ce qui en outre devient urgent, c'est de rompre avec ce dogme qui empoisonne au lieu d'aider. Si les idées socialistes des hommes qui dirigent la social-démocratie n'évoluent pas dans ce sens, ce parti ne sera pas anéanti de sa force populaire, mais il sera mis mat. Nous ne doutons pas que la grande majorité des travailleurs, qui reste éprise de patriotisme, est prête à un changement intérieur. Mais on ne saurait en revanche prophétiser que le parti socialiste lui-même saura encore s'y joindre au dernier moment.»

Le programme rayé

Il s'y est pourtant joint. Comme on le sait en 1935, la «lutte de classe» est rayée du programme du parti et — plus important encore aux yeux des bourgeois — la défense nationale et l'armée suisse y trouvent place. Le drapeau suisse flottera désormais à côté du drapeau rouge dans les cortèges du Premier mai. Le Parti socialiste cède lui-même aux sirènes de la «défense nationale spirituelle», cette idéologie culturelle bourgeoise typée d'autoritarisme réactionnaire. En 1943 finalement, doté de la plus forte fraction au Conseil national, il reçoit son premier siège au Conseil fédéral. Tous les politiciens bourgeois ne l'ont de loin pas salué avec joie et Alben Picot, par exemple, écrit au lendemain de l'élection de Nobs au Conseil fédéral:

«La Suisse socialiste n'est pas la vraie Suisse de demain... Nous voulons une Suisse où l'initiative privée conserve ses droits, où les cantons gardent leur vitalité, où les idées sociales soient portées non par les partis politiques, mais par les partisans et les corporations professionnelles.»

Si le parti gagne ses lettres de créance politiques, cela ne signifie encore de loin pas que la notion de «socialisme» soit socialement reconnue. Elle conserve toujours le «spectre» collé sur elle et on ne se fait pas faute de le brandir à chaque occasion nécessaire. Tout comme Bluntschli en son temps frappait Weitling pour toucher en fait les radicaux, les coups pleuvent dans les années trente sur le Parti communiste pour stigmatiser les socialistes. Cette tactique s'avère très fructueuse encore durant la «guerre froide». La défense nationale spirituelle, où les idées socialistes n'ont, on le sait, aucune place, est modernisée en «anticommunisme» et en «défense totale». La brutale politique de puissance de Moscou, en particulier son intervention de 1956 en Hongrie, livre suffisamment de matière pour repousser à l'écart même le brave socialisme helvétique.

On n'abordera pas ici la polémique anticommuniste qui ne cédait guère au mac-carthysme américain — elle constitue dans une certaine mesure l'un des traits fondamentaux de la mentalité politique suisse d'après-guerre.

Revenant sur ces années, la "Neue Zürcher Zeitung" qualifie cette mentalité de «cordon sanitaire psychologique» et ajoute: «Il empêchait que les ennemis de la liberté à l'intérieur puissent agir politiquement et les plaçait sous un contrôle sensible de l'opinion publique sans qu'on ait besoin, comme ailleurs, d'aller chercher refuge dans le recours à l'interdiction d'un parti, peu tenable d'un point de vue libéral.»

Mais le Parti socialiste suisse restait, à l'exception des années 1954-1959, un parti «de gouvernement» siégeant, même à deux dès 1959, au Conseil fédéral. Il se dote en même temps d'un nouveau programme. Dans quelle mesure restait-il encore «socialiste»? Il en livre lui-même la réponse dans sa revue jubilaire de cette année:

«Les dernières idées d'un dépassement du système ont été jetées par-dessus bord dans le programme du parti de 1959. Le monde du travail s'accorde désormais avec la bourgeoisie sur les conceptions de la société de demain: croissance économique, progrès technique, compensation des contenus de formation.»

En dépit des éternelles querelles, c'est ainsi que les observateurs bourgeois finirent aussi par le percevoir.

SOCIALISME, AUJOURD'HUI ET DEMAIN?

Le «spectre du communisme» comme le pensait Marx dans son Manifeste de 1847, hante-t-il toujours la Suisse? Vouloir l'affirmer pour le Parti socialiste suisse devient toujours plus difficile. Il siège finalement depuis un quart de siècle dans un gouvernement de coalition bourgeoise. Quant aux communistes appelés par euphémisme Parti du Travail, ils ont peine à maintenir l'ombre pâle d'un spectre en marge de la scène politique helvétique.

Rupture... de frein

Le milieu des années 60 donnait ainsi l'impression que les partis historiques de la gauche n'allaient plus guère inquiéter la bourgeoisie confédérée. Mais l'inquiétude resurgit depuis 1968. Une «rupture de digue révolutionnaire», une «catastrophe politique» ou peut-être un «simple spectacle sans portée ni signification», selon un commentaire bourgeois rétrospectif, secouent le pays en 1968. Pour Erich Gruner, il s'agit de «néo-marxistes» qui «actualisent le Marx historique et le projettent dans l'avenir».

Loin de moi l'intention de livrer une nouvelle contribution aux analyses jubilaires souvent peu fructueuses du mouvement de 1968. Le rappel de ces événements veut simplement indiquer qu'à nouveau, pour la bourgeoisie, le courant socialiste et marxiste devient un élément du débat social — l'année même où l'on pensait pouvoir célébrer dignement, c'est-à-dire hors de toute conscience sociale critique, le cinquantenaire de la grève générale de 1918. Voilà que l'agitation des jeunes redonne aux termes «capitalisme» et «socialisme» une portée critique. De ce réveil désordonné naissent finalement d'un côté des partis (POCH, Ligue marxiste révolutionnaire) au programme marxiste, de l'autre des «intellectuels révolutionnaires» isolés qui pénètrent les institutions publiques et privées. La «longue marche» de Mao en devient l'emblème.

La vigilance bourgeoise, quelque peu endormie dans l'euphorie de la société de consommation, doit soudain, on le comprend, se réactiver. Hugo Büttler de la "Neue Zürcher Zeitung" le décrit — en une phrase dont le style semble justement puisé aux manuels de la nouvelle gauche:

«Il fallait démonter les slogans qui devaient acculer «l'establishment» ou ceux qui incarnent les conceptions bourgeoises et redonner un éclairage nouveau et approprié aux notions qui fondent une société libérale et ses institutions politiques — «autorité» et «émancipation»,

«capitalisme» et «domination», «constitution» et «liberté», y compris «hiérarchie», «démocratie» et «état de droit» — contre tous ceux qui voulaient enfermer d'un bloc tout ce qui est capitaliste sous le manteau du fascisme pour tenter de délégitimer et déposséder politiquement tout ce qui est libéral et bourgeois aux yeux d'une opinion publique qui, partout en Europe, tendait vers la gauche.»

Rupture... de dents

Mais l'unique parti national sérieux qui se réclame encore de l'adjectif «socialiste» est le Parti socialiste suisse, dont le socialisme est devenu si «fédéral» qu'on ne peut plus guère le ranger dans le camp anticapitaliste ou anti-bourgeois. Les bornes d'une politique socialiste avaient été plantées depuis 1947, avec l'instauration de l'AVS — un postulat de la grève générale de 1918, d'ailleurs —: l'Etat social sera minimum et régulièrement renégocié. La votation de 1947 portait encore sur les dits «articles économiques» et ce second volet de cette mémorable votation nous indique l'un des principaux bastions de la politique bourgeoise. Cet article constitutionnel légitime en effet, entre autres, l'accès direct au pouvoir politique des associations économiques faïtières. Une pratique cultivée par le quasi tout-puissant Vorort (Association du commerce et de l'industrie) depuis la bienheureuse époque de Cramer-Frey, à la fin du XIXe siècle, acquiert ainsi une sanction constitutionnelle et légale.

Le Parti socialiste ne se contente pas d'accepter ce partage des rôles du pouvoir, il brise lui-même, avec son nouveau programme de 1959, ses dernières dents socialistes. L'évolution des années ultérieures semble lui donner raison. Le rythme que prend l'AVS sous le conseiller fédéral Tschudi, l'essor économique continu et les sièges gouvernementaux assurés en toute concordance semblent rendre superflu tout socialisme combatif. Comme de surcroît quasi tous les spécialistes en science économique déclament que l'éventualité de nouvelles crises, même la crise comme phénomène propre à l'économie capitaliste, appartiennent au passé, les conceptions théoriques de toute façon bien faibles du parti manquent de tout fondement sérieux qui aurait permis ne serait-ce que l'embryon d'un programme socialiste.

Dans ce domaine aussi, la jeune gauche sème l'agitation. Quand par exemple paraît en 1976, sous le titre «Crise. Hasard ou effet du capitalisme», une étude critique de quelques soixante-huitards, on commence à dresser l'oreille. Le Parti socialiste, chez qui on découvre ces auteurs, redevient suspect. La presse bourgeoise redonne le ton:

«Que doit penser aujourd'hui le citoyen (...) du Parti socialiste suisse? S'agit-il d'un parti qui veut toujours rester un parti gouvernemental suisse et continuer à porter légalement sa part de responsabilité dans la politique de l'Etat? Ou est-on face à un parti qui, pas à pas, se retire des responsabilités qui lui incombent pourtant comme parti gouvernemental et se met à définir une coopération et une concordance toujours plus limitées, une opposition et une confrontation toujours plus fortes?»

Les milieux bourgeois ne doutent pas que, sous l'influence de la jeune gauche, le retour au socialisme soit entamé. Le Parti socialiste, lit-on en 1981, retourne au «révolutionnarisme»: «Alors que jusqu'ici et aujourd'hui encore le PSS revendique l'extension des prestations de l'Etat, de ses prestations sociales avant tout, et continue par exemple pour cette raison, dans la consultation sur le partage des tâches, à appuyer la centralisation par l'Etat fédéral, alors que les syndicats de leur côté demandent des hausses de salaires et une réduction du temps de travail — et sont donc et restent intéressés à une économie de bon rendement —, cette

nouvelle gauche affiche non seulement une attitude hostile à l'économie et à la croissance mais un scepticisme foncier envers tout l'Etat actuel. Le projet de programme du PSS marqué par ce courant gauche rejette par exemple pour l'instant un «renforcement de l'Etat» parce qu'il pourrait «rendre plus difficile la lutte pour une Suisse socialiste». D'autres interventions de l'Etat ne sont appuyées que si elles sont compatibles avec une «réelle démocratisation». Ce retour aux frontières du «tout ou rien» — réanimé par l'impatience du «mouvement des jeunes» — ramène la trajectoire au révolutionnarisme qui a précédé la Première Guerre mondiale».

On peut simplement remarquer que c'est sans doute à l'un de ces réfractaires de gauche à l'Etat, infiltré dans le parti radical, que l'on doit le slogan «Plus de liberté, moins d'Etat» lancé par ces milieux bourgeois.

Le front... des intellectuels ou le front populaire?

L'un des autres grands spectres de l'anti-socialisme bourgeois, dont le rôle a été prépondérant surtout durant les années trente, réapparaît à son tour: le front populaire, autrement dit l'alliance politique de toutes les forces progressistes et de gauche. La vague néo-socialiste n'a en effet pas profité, en premier lieu, au Parti socialiste mais, avec la fondation de groupes de gauche séparés, a creusé la fragmentation de toute la gauche. Quand le Parti socialiste ou l'une de ses sections se met alors à parler de rapprochement, voire d'alliance électorale — l'apparemment électoral, ne l'oublions pas, est l'un des moyens les plus efficaces pour assurer la domination bourgeoise — on se remet à peindre sur la muraille la menace d'un front populaire détruisant la patrie. On en revient au choix entre la patrie démocratique et l'utopie marxiste:

«Savoir ce qui doit être prioritaire pour l'action et la définition politiques, l'héritage marxiste commun avec les autres partis de gauche, le mythe de l'unité de la gauche, ou au contraire la reconnaissance des traditions démocratiques de notre pays avec les partis bourgeois — voilà une question de principe qui ne peut être écartée même pour des apparentements ou des accords électoraux.»

Un nouveau panorama du socialisme helvétique se dessine ainsi au début des années 80. Il se compose essentiellement de groupes d'intellectuels — «ces intellectuels dogmatiques, souvent fils et filles perdus de la bourgeoisie» comme l'écrit elle-même la presse bourgeoise — qui, telles des cellules cancéreuses, rongent le parti et la mentalité politique du pays. Des combats de tendances et des débats programmatiques rendent la vie dure aux fidèles et serviables socio-démocrates. Du point de vue bourgeois, ce nouveau cours socialiste du parti le conduit à sa perte. Les intellectuels séducteurs — «fils et filles perdus de la bourgeoisie» — volent à nouveau son bien au brave travailleur:

«La perte de son chez soi ("Heimatlosigkeit") menace le salarié classique comme le moderne, y compris et encore plus fortement pour ce qui est de l'édifice politique du mouvement ouvrier traditionnel, le Parti socialiste suisse, qui a depuis longtemps perdu, voir abandonné son identité de parti ouvrier ou du travail. On sait qu'ici s'affrontent depuis les années soixante une aile syndicale traditionnelle et une nouvelle gauche montée dans le parti depuis le mouvement de 68. Ce conflit de générations interne au parti, destructeur pour son identité, est largement recouvert par un débat idéologique entre d'un côté un socialisme revendicatif de répartition, plutôt favorable à l'Etat et au progrès, et d'autre part un socialisme de refus,

toujours plus écologiste et alternatif de gauche, qui élève la critique de la civilisation en philosophie centrale, en style de vie tout court.»

La traversée des alpes

La presse bourgeoise n'est de nos jours pas rare à penser que le socialisme et le marxisme ne sont plus un thème en Suisse. La gauche, celle de 68 notamment, est généreusement balancée aux poubelles de l'histoire, l'avenir du socialisme ne trouve même plus racine dans le passé. Citons une dernière fois la "Neue Zürcher Zeitung":

«La gauche de 68 a dégénéré de porteur d'espoir en fossoyeur, du moins en pied-bot du parti, elle l'a divisé en profondeur, il oscille entre des conceptions étatiques, autogestionnaires et écosocialistes, sans pouvoir retenir sa chute. Les modèles sociaux et étatiques de la gauche, quelles que soient leurs formes et traditions, lui ont (...) fait perdre toute force de conviction et de rayonnement.»

Ce point de vue témoigne pourtant d'un horizon de pensée bien restreint où tant l'histoire de «longue durée» que les structures à long terme de l'économie capitaliste ne sont guère prises en compte. Ce point de vue semble avoir pour origine une confusion entre l'analyse critique et le volontarisme politique immédiat.

Ce serait évidemment pure rêverie de voir dans la Suisse bourgeoise très capitaliste de l'époque post-industrielle un contexte qui stimule la réflexion socialiste et marxiste. On peut en effet penser que l'héritage de la gauche se rabougrira à un phénomène marginal dans ce jardin de béton helvétique. S'adapter aux forces politiques qui le secouent, en changeant par exemple constamment les roues (pour reprendre le titre connu d'un livre sur la réforme du socialisme en Suisse), ne devrait guère modifier les choses de manière décisive.

Mais heureusement, ce genre de folklore politique local n'est pas l'unique facteur qui déterminera la conscience future de cette société. En effet, des idées socialistes continueront à traverser notre république des Alpes aussi longtemps que les systèmes sociaux mondiaux — dans un monde où une existence isolée de la Suisse est, depuis longtemps, devenue une illusion — continueront, en particulier par privilège de la propriété utilisées à des fins égoïstes, à provoquer des injustices criantes, non seulement politiques mais surtout économiques. Le fait même que nous pouvons conserver notre bien-être privilégié grâce à l'exportation massive de produits et de finances entraîne que nous importons toujours les contradictions sociales — sous forme de profits, d'argent sale, de dictateurs serviables, d'immigrés et de requérants d'asile — qui ont depuis plus de deux siècles toujours nourri l'histoire de la gauche. Et aussi paradoxal que ceci puisse paraître à première vue, le socialisme «réel» de l'Est contribue lui aussi à cette évolution. Car on voit mal des mouvements comme Solidarnosc en Pologne développer les mêmes objectifs sociaux que ceux du Vorort par exemple. Sous cet angle, la Suisse bourgeoise n'a de loin pas fini de poursuivre son spectre socialiste.